Introduction générale

Arnaud BRENNETOT et Clarisse DIDELON-LOISEAU

Les représentations territoriales qui sont au cœur de cet ouvrage se manifestent sous des formes différentes. Il peut s'agir d'images mentales, de sensations vagues et imprécises, mais aussi de figures conscientes et formalisées. Elles peuvent aussi désigner des énoncés, exprimés de façon orale ou écrite. À la différence des images mentales, les énoncés ont la particularité de contribuer à la structuration des relations sociales par le truchement de la communication, et d'être archivables sous forme de documents. Les acteurs sociaux peuvent avoir de nombreuses raisons d'informer, par des représentations, les opérations d'appropriation de l'espace auxquelles ils se livrent. Ces représentations sont en effet indispensables à qui souhaite qualifier, identifier, agir et interagir avec la réalité territoriale. Elles sont par exemple utiles pour planifier des actions et pour réguler collectivement la façon dont l'espace est approprié.

La territorialisation se fait donc rarement sans que des représentations ne soient mobilisées, raison pour laquelle les termes de « représentation » et de « territoire » apparaissent intrinsèquement et inextricablement liés dans l'ouvrage que nous proposons ici. En effet, le territoire correspond à un concept dont la définition même repose sur la construction d'une relation entre individus, groupes sociaux et sociétés, d'un côté, et espace, de l'autre. L'usage du terme « territoire » implique de s'intéresser à des processus d'appropriation individuelle et sociale, mobilisant les sphères matérielles et idéelles. Certes, la différence entre espace et territoire a été beaucoup débattue, notamment en géographie, et aujourd'hui un certain nombre d'auteurs utilisent « espace » dans une acception finalement synonyme de celle de « territoire ». Pour autant, pour les nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales qui utilisent le terme de territoire en le différenciant de celui d'espace, le territoire apparaît plutôt comme synonyme d'espace « vécu » (Frémont, 1976), « approprié », par les individus et groupes sociaux qui les pratiquent. Il peut ainsi schématiquement être défini comme un espace « informé par la sémiosphère » (Raffestin, 1986a), c'est-à-dire chargé de sens et de valeurs par les individus qui le pratiquent ou qui le considèrent. Ces dynamiques individuelles et sociales d'appropriation, de construction et d'évolution des territoires reposent sur des jeux pluriels d'acteurs – de l'individu dans ses pratiques quotidiennes aux représentants politiques élus élaborant des lois qui encadrent la pratique du territoire – et sur une dialectique complexe et irrégulière

entre perceptions, représentations et pratiques des espaces par les individus et groupes sociaux. Par ailleurs, nous partons du principe que, dans la mesure où la territorialisation est un acte social, elle est aussi un acte de communication. Si les représentations des territoires incarnent des projets et des normes, elles reflètent aussi des conflits ou/et des incompréhensions entre acteurs. Qu'elles soient exprimées au moyen d'idées, d'images ou de discours, les représentations des territoires peuvent ainsi être considérées comme un indicateur pertinent du caractère socialement construit de la territorialité. Nous nous intéressons donc plutôt à la manière dont les représentations contribuent à la définition des territoires, à leur construction ou coconstruction, et comment cette question peut contribuer à mieux définir ce que peut être « le territoire ».

Peut-être faut-il alors chercher le sens du mot « représentation » dont on se rend compte qu'il est également polysémique. C'est « un véritable caméléon conceptuel, un de ces mots-valises que l'on peut employer dans plusieurs sens » (Bougnoux, 2006). Si on se réfère au sens commun, la définition du dictionnaire *Larousse* (1989) nous indique que le mot « représenter » vient du latin « *repraesentare* » qui signifie « rendre présent », c'est-à-dire représenter ce qui n'est pas là, ce qu'on ne voit pas. Quatre sens différents sont proposés : l'action de rendre sensible quelque chose au moyen d'une figure, d'un symbole, d'un signe ; une image, figure, symbole, signe qui représente un phénomène, une idée ; en philosophie, il s'agit de considérer ce par quoi un objet est présent à l'esprit (image, concept...) ; et en psychologie on parle de perception, image mentale, etc., dont le contenu se rapporte à un objet, à une situation, à une scène du monde dans lequel vit le sujet. Cette première définition de « représentation », qui sera approfondie dans la partie « Analyser le système des représentations territoriales », fait ainsi ressortir plusieurs composantes d'une représentation : le sujet (individuel ou collectif), l'objet (un phénomène, une idée, une situation, une scène du monde dans lequel vit le sujet), la forme (image mentale, image, concept, figure, symbole, signe), le processus (action de rendre sensible). Dans cette perspective, les représentations peuvent être considérées comme autant d'éléments participant à la territorialisation. La reconnaissance de leur rôle n'est cependant pas évidente et dépend du cadre épistémologique dans lequel on les étudie.

Portant sur les représentations territoriales, cet ouvrage met au cœur de sa réflexion un concept déjà ancien (les représentations) dans les sciences humaines et sociales, et en particulier en géographie où il a émergé dans les années 1970, mais qui doit être revisité au vu des mutations contemporaines de nos systèmes mentaux et techniques de représentation. En effet, pendant longtemps, les représentations n'ont pas été considérées comme un élément décisif pour comprendre les processus de territorialisation (Gottmann, 1973 ; Raffestin, 1986b). Plusieurs paradigmes influents, au sein des sciences sociales, considéraient les idées et les images comme des résultantes de facteurs sous-jacents, notamment de l'organisation matérielle des sociétés. Le matérialisme historique originel attribuait par exemple un rôle déterminant aux infrastructures économiques, lesquelles étaient censées expliquer l'ordre des superstructures culturelles et institutionnelles. Les

idéologies étaient ainsi considérées comme le reflet moralisateur et fallacieux des intérêts de la classe bourgeoise, avant tout soucieuse d'assurer la perpétuation de sa propre suprématie. La théorie du choix rationnel, que l'on retrouve de façon récurrente dans plusieurs champs des sciences sociales, postule de son côté que le comportement des acteurs serait avant tout guidé par leur propre intérêt, correspondant à une réalité objectivable à laquelle on aurait directement accès par le calcul rationnel et non comme le fruit de perceptions subjectives conditionnées par des filtres sociaux et culturels. Dans ces deux perspectives, marxiste et utilitariste, l'organisation des territoires est envisagée comme le fruit de logiques objectives indépendantes des représentations sociales.

Si on remonte plus loin dans le temps, le déterminisme naturel considérait les organisations physiques comme les principaux facteurs à l'origine des organisations sociales. La géographie politique développée par Friedrich Ratzel à la fin du XIX^e siècle envisageait l'espace comme le fruit du rapport évolutif des peuples au sol sur lequel ils sont implantés, offrant une vision évolutionniste de la question de la territorialisation (1897). Dans cette interprétation, les principaux facteurs sont la nature et le niveau de civilisation des peuples, c'est-à-dire ici leurs capacités techniques. Les thèses racistes n'hésitaient pas de leur côté à transposer la théorie de la sélection naturelle à l'explication déterministe de l'occupation de l'espace par les groupes humains, débouchant sur de véritables doctrines géopolitiques justifiant la colonisation européenne ou le pangermanisme par exemple (Kleinschmager, 1988 ; Lejeune, 1993).

Sans tomber dans de tels excès, la recherche d'explications a pu conduire divers auteurs à un certain essentialisme. L'« âme des peuples » qu'invoque par exemple André Siegfried dans ses travaux de géographie électorale constitue le résidu que les autres facteurs qu'il intègre (le type de peuplement, la structuration foncière, etc.) ne permettent pas d'expliquer (Siegfried, 1950 ; Sanguin, 2010). L'ambition généralisante qui anime les sciences sociales, du XIX^e siècle jusqu'à la vogue structuraliste des années 1960, incite les savants à privilégier la recherche d'invariants physiques ou matériels et à considérer les représentations mentales et discursives comme des épiphénomènes relevant soit de la psychologie des individus, soit des contingences de l'Histoire. Dans ce contexte, ceux qui ont cherché à montrer que les idées et les représentations pouvaient être considérées comme un facteur explicatif à part entière sont demeurés isolés. Tel fut longtemps le cas d'Antonio Gramsci dont les thèses sur le rôle de l'hégémonie ont été reconnues de façon tardive (Gramsci, 1935 ; Gourarier *et al.*, 2015). Il en fut de même de l'approche de Jean Gottmann à propos de ce qu'il nomme l'« iconographie » : dans le cadre théorique qu'il formalise, l'iconographie est considérée comme un des deux facteurs d'explication, avec la circulation, de la façon dont les États s'approprient des portions d'espace géographique, c'est-à-dire dont ils construisent des territoires. La capacité des États à affirmer leur pouvoir sur l'espace dépendrait de leur maîtrise des flux et des logiques de polarisation mais également de leur aptitude à alimenter les imaginaires, notamment pour faire reconnaître leurs prétentions frontalières comme légitimes. Selon Gottmann,

« les cloisons les plus importantes sont dans les esprits » (1952). Également ignorés furent les travaux de John Kirtland Wright menés aux États-Unis après la seconde guerre mondiale sur la « géosophie » et le rôle de l'imagination et de la connaissance dans l'explication des comportements géographiques (1947).

Il faut attendre les années 1960 pour que les représentations commencent à devenir un objet pleinement légitime au sein des sciences sociales. Les progrès réalisés dans le champ de la psychologie sociale ont permis de mieux comprendre les schémas mentaux à partir desquels les individus perçoivent l'espace et s'y projettent. C'est le cas notamment des travaux de l'urbaniste Kevin Lynch autour de la perception visuelle des villes états-uniennes (1960), de l'anthropologue Edward T. Hall sur la « proxémique » et la construction culturelle des rapports subjectifs des corps avec leur environnement social (1969), ou d'Elisabeth Rohmer et Abraham Moles sur l'organisation scalaire des sentiments d'appartenance à l'espace et les « coquilles de l'homme » (1978). L'étude des représentations a également profité de l'essor des études structuralistes et post-structuralistes pour lesquelles les discours forment un élément constitutif des organisations sociales et des logiques de pouvoir. L'œuvre de Michel Foucault a ainsi exercé une influence décisive sur la légitimation académique des analyses de discours (Foucault, 2004 ; Charaudeau et Maingueneau, 2002). Celle de Pierre Bourdieu s'est attachée à montrer le rôle des représentations subjectives, à travers les notions d'« *habitus* » et de « violences symboliques » dans la reproduction de la hiérarchisation sociale (1980). Ces perspectives ont abondamment nourri les pensées critiques et radicales qui se sont développées au sein des sciences sociales depuis les années 1960 avec le souci de dévoiler les techniques de persuasion mobilisées par les forces dominantes pour asseoir leur pouvoir. Les études critiques ont également bénéficié de l'essor des *cultural studies* pour lesquelles les représentations culturelles agissent comme des relais des structures de pouvoir (Mattelart et Neveu, 2003). Dans le prolongement de ces postures, plusieurs linguistes européens sont à l'origine, au cours des années 1990, du développement de l'analyse critique de discours (*critical discourse analysis*) dans le but de proposer un cadre théorique formalisé de l'étude des discours comme éléments des rapports sociaux de pouvoir (Van Dijk, 1993 ; Fairclough, 1995). C'est également au cours des années 1960 que les historiens commencent à s'intéresser à ce qu'ils nomment les « mentalités », c'est-à-dire les habitudes représentationnelles que les sociétés peuvent avoir de divers phénomènes comme la famille ou la mort (Ariès, 1960 ; 1977), et à reconnaître aux intellectuels un rôle influent dans la société (Le Goff, 1957). Dans le prolongement, l'histoire des sensibilités s'intéresse aux rapports culturels des groupes sociaux avec les espaces qu'ils habitent (Corbin *et al.*, 1993).

Dans le champ des sciences politiques, longtemps dominé par le paradigme du choix rationnel, les représentations ont fait l'objet d'une réhabilitation récente. À partir des années 1970, on assiste à un renouveau épistémologique de l'histoire politique impulsée par l'école de Cambridge (Skornicki et Tournadre, 2015). Des auteurs tels que John Pocock (1975), Quentin Skinner (2001) ou

Annabel Brett et James Tully (2006) affirment leur souci d'analyser le contenu des idées politiques en tenant compte des contextes dans lesquelles elles sont produites, reçues et mobilisées. Cette approche contextualiste donne à voir les représentations morales et politiques sous un nouveau jour, non plus comme des entités flottant au-dessus de la réalité sociale mais plutôt comme des éléments participant à la régulation des rapports sociaux. Ce faisant, elle prépare le terrain aux approches néoinstitutionnalistes des années 1990, qui ajoutent aux trois institutionnalismes identifiés par Peter Hall (Hall et Taylor, 1997) un « institutionnalisme discursif » qui « explique les politiques publiques par les interactions discursives inscrites dans des configurations institutionnelles » (Schmidt, 2008). Selon Vivien Schmidt, les représentations sont une ressource que les acteurs mobilisent pour réguler collectivement leurs rapports aux institutions. Le rôle des idées avait déjà été revalorisé au cours des années 1980 autour de plusieurs notions au cœur des approches institutionnalistes. L'analyse cognitive des politiques publiques impulsée en France par Bruno Jobert et Pierre Muller est à l'origine du concept de « référentiel » désignant une représentation problématisée de la réalité à partir de laquelle vont pouvoir être définis des solutions, des objectifs et des instruments de politiques publiques (Jobert et Muller, 1987). Dans le même ordre d'idée, pour le politiste états-unien Peter Hall, l'action publique pourrait être interprétée en termes de « paradigmes » : les responsables institutionnels développeraient des représentations théoriques pour concevoir leurs politiques publiques et, à l'image des paradigmes scientifiques de Thomas Kuhn, changeraient de cadres théoriques lorsqu'ils apparaissent inadaptés à la réalité (Hall, 1993). L'*advocacy coalition framework*, ou cadre des coalitions de causes, proposé quant à lui par Paul Sabatier insiste sur l'importance des croyances dans la constitution des sous-systèmes sociaux à l'origine de la transformation des politiques publiques (Sabatier, 1987). Dans ces différentes approches, les idées et les discours sont considérés comme un élément moteur de la mobilisation des acteurs et de la mise en œuvre des politiques publiques. Ils permettent en particulier de comprendre des dynamiques d'institutions territoriales comme l'Union européenne (McNamara, 1998 ; Parsons, 2006 ; Jabko, 2006 ; Schmidt et Radaelli, 2004).

En géographie, l'affirmation du paradigme spatialiste au cours des années 1960 débouche sur une prolifération de postures parmi lesquelles figure en bonne place l'étude des représentations de l'espace. Dans les pays anglophones, les travaux de Ann Buttimer (1969) ou de Yi-Fu Tuan (2001) contribuent à l'émergence d'une *humanistic geography* soucieuse de tenir compte des perceptions, des imaginaires et des sensibilités liés aux cultures et aux expériences subjectives pour comprendre le rapport des sociétés avec l'espace. En France, dans les années 1970, les géographes investissent également la notion de perception pour questionner le rapport des individus et groupes sociaux à l'espace (Claval, 1974 ; Bailly, 1978). Dans une perspective très proche de la géographie humaniste, la notion d'« espace vécu » développée par Armand Frémont ouvre la voie à une analyse des imaginaires, des affects et des traditions dans le rapport des habitants

à leur région et à leurs territoires (1976). Les travaux d'Augustin Berque sur la perception de l'espace au Japon (1982) insistent quant à eux sur le rôle des croyances et des imaginaires collectifs dans la construction de ce qu'il nomme la « médiance », c'est-à-dire le rapport phénoménologique des sociétés à leur milieu (1990). C'est également à cette époque que les travaux précurseurs d'Éric Dardel sur les rapports phénoménologiques de *L'homme et la Terre* sont redécouverts (1952). À partir des années 1980, certains géographes investissent le champ des représentations, avec en France le colloque tenu en 1985 à Lescheraines sur les « représentations en actes » qui marque le temps fort de cette appropriation. Les représentations sortent alors de la sphère de la culture et des idéologies pour être mises en relation avec les pratiques et plus largement la construction de la connaissance, dont celle des objets géographiques. Territoires et territorialités deviennent alors des constructions sociales situées, fonction des représentations cognitives et des stratégies liées. Définir les représentations comme des « schémas pertinents du réel » (Guérin et Gumuchian, 1985), questionner la dialectique entre les représentations et l'espace – dont la pratique sociale serait le médium (Bailly et Debarbieux, 1991 ; Gumuchian, 1991) – conduisent alors les géographes à remettre en question l'idée d'un réel objectif accessible à tous selon les mêmes modalités, ce qui constitue pour certains auteurs « une révolution épistémologique » (Bailly et Ferras, 1995). Cette géographie amorce ainsi, durant les décennies 1970-1980, un changement de paradigme pour s'inscrire dans une perspective constructiviste ouverte antérieurement par des auteurs précurseurs notamment en philosophie et épistémologie des sciences, psychologie de l'espace, psychologie de l'environnement ou sociologie. L'analyse des représentations de l'espace par les sociétés devient un champ structurant de la discipline (Pailhous, 1971 ; Bailly, 1985). S'il nourrit principalement les courants de la géographie sociale et de la géographie culturelle, l'essor de l'étude des représentations de l'espace profite également à la géographie politique.

Dans les années 1980, le réinvestissement académique de la « géopolitique » s'effectue dans le cadre d'une approche critique insistant sur le rôle des représentations géographiques véhiculées par les forces au pouvoir (Cattaruzza et Limonier, 2019). Proche dans son principe de l'analyse critique de discours, cette nouvelle géopolitique s'affirme en France avec les travaux d'Yves Lacoste autour de la revue *Hérodote* et de l'Institut français de géopolitique. Cette école française de géopolitique, qui se donne pour but d'étudier les rivalités de pouvoir entre les territoires, affirme s'intéresser aux représentations produites par les acteurs pour légitimer leurs stratégies spatiales (Lacoste, 1976 ; 1993). Le rôle politique des discours géographiques est cependant mobilisé de façon plus systématique, approfondie et formalisée par la géopolitique critique anglophone, inspirée par la perspective post-structuraliste de Michel Foucault (Dalby, 1991 ; O'Tuathail, 1996 ; Mamadouh et Dijkink, 2006 ; Dodds, 2004). Depuis plusieurs années, Jason Dittmer développe par exemple une *popular geopolitics* centrée sur l'analyse des représentations véhiculées dans les œuvres de fiction afin d'identifier dans quelle mesure elles sont susceptibles de servir de relais géopolitique aux pouvoirs

en place (Dittmer et Dodds, 2008). Cette géopolitique critique focalise particulièrement son attention sur la représentation des situations de tension et tend à délaissier le poids des représentations dans la production politique des territoires ordinaires.

L'évolution des sciences sociales au cours des dernières décennies fait apparaître une plus grande sensibilité aux poids des représentations sociales dans la construction politique des territoires. Qu'ils visent à mener des recherches analytiques ou critiques, plusieurs courants théoriques issus de disciplines différentes (science politique, géographie, *cultural studies*, histoire, droit) considèrent désormais que les représentations territoriales constituent un objet de connaissance légitime contribuant de façon significative aux phénomènes de territorialisation. Ces nouvelles approches n'envisagent plus les images et les discours comme le reflet déformant d'une territorialité produite par des facteurs indépendants mais comme des éléments constitutifs de cette réalité. Une telle convergence épistémologique n'est pas fortuite et invite à considérer l'étude des représentations territoriales non pas comme un champ clos au sein des sciences territoriales, mais plutôt comme une modalité transversale intervenant dans tous les problèmes qu'elles se donnent pour objectif de traiter.

Le présent ouvrage, fondé sur une réflexion collective menée à partir des résultats d'un colloque qui s'est tenu en 2018 (voir encadré 1), entend constituer une étape dans l'émergence et la structuration du champ des représentations territoriales autant qu'une réflexion sur le rôle que l'approche par les représentations peut avoir dans la structuration des sciences territoriales. L'ambition de cet ouvrage est de saisir l'opportunité des interactions entre chercheurs, et entre chercheurs et praticiens, rendues possibles dans le cadre du colloque pour mener une réflexion collective sur la question des représentations territoriales. À l'heure actuelle, en sciences humaines et sociales, les chercheurs travaillant sur les représentations des territoires sont nombreux et les concepts de « territoire » et de « représentation » sont caractérisés par une polysémie extrême comme l'illustrent les communications proposées dans le cadre du colloque qui ont abordé les représentations territoriales sous des angles aussi divers que l'ingénierie territoriale, les métaphores spatiales, les mémoires territoriales, les récits mythiques traditionnels, l'art, la fiction, le marketing, la modélisation, la cartographie, etc. Une analyse plus fine conduit à constater tout à la fois la diversité des objets de recherche investis, des approches et des outils utilisés et cela quels que soient les champs disciplinaires dans lesquels ils s'inscrivent. Au-delà de ce pluralisme, l'ensemble des communications du colloque invite à dépasser une approche dualiste considérant d'un côté les représentations et de l'autre les territoires, et offre la possibilité d'adopter une réflexion relationnelle focalisant l'attention sur la manière dont les chercheurs pensent les interactions entre le ou les territoire(s) et les représentations.

Encadré 1¹. Le colloque CIST2018 « Représenter les territoires »

Le 4^e colloque international du CIST (Collège international des sciences territoriales) a réuni du 22 au 24 mars 2018 à l'université de Rouen Normandie des scientifiques et des acteurs intéressés par les questions territoriales dans leurs multiples déclinaisons. Intitulé « Représenter les territoires/ *Representing territories* », il a mobilisé les sciences territoriales pour aborder la question des représentations des territoires au sein de sessions thématiques caractérisées par leur ouverture à la pluridisciplinarité, qui constitue l'un des axes majeurs des travaux menés dans le cadre du CIST. Ce colloque portait la triple ambition d'être à la fois scientifique, international et pluridisciplinaire tout en étant ouvert aux acteurs de toutes sortes (élus, techniciens, représentants d'associations, d'administrations ou d'entreprises, etc.) qui réfléchissent et s'interrogent sur ce que sont les territoires, ce qu'ils deviennent, ce qu'ils révèlent comme problèmes et ce qu'ils tracent comme perspectives.

Pour clarifier l'ambition du présent ouvrage comme du colloque dont il est issu, il est nécessaire de revenir sur la nature du CIST et ses ambitions scientifiques. Le CIST est une fédération de recherche après avoir été un groupement d'intérêt scientifique (GIS) fondé en 2010 par des institutions d'enseignement et de recherche, et des partenaires institutionnels, regroupant majoritairement des géographes et des aménageurs. Ces partenaires sont animés depuis l'origine par la volonté de dépasser les frontières disciplinaires afin de jeter les bases d'une discussion interdisciplinaire centrée sur les sciences du territoire. Les modes de fonctionnement des axes de recherche et des projets menés au sein de la structure reflètent cette ambition puisque les porteurs doivent être inscrits dans des disciplines différentes. Les trois premiers colloques du CIST reflétaient également cette ambition puisqu'il s'agissait en 2011 de « Fonder les sciences du territoire », en 2014 de mener une réflexion sur les « Fronts et frontières des sciences du territoire » et enfin, en 2016, le colloque « En quête de territoire(s) ? » complétait la démarche en introduisant une réflexion sur la prise en compte des attentes des citoyens et des acteurs tant publics que privés. Le quatrième colloque, dont est issu cet ouvrage, est donc une nouvelle étape dans cette construction à long terme des « sciences territoriales ».

1. Les auteurs des encadrés, sauf si expressément cités, sont les auteurs des chapitres concernés.

L'ouvrage a été élaboré dans le cadre d'une discussion collective qui s'est tenue depuis mars 2018 et a été rythmée par trois séminaires consécutifs au colloque. Les chapitres – rédigés par des collectifs d'auteurs aux approches et aux sensibilités différentes – ont été préparés sous la conduite des porteurs de différentes sessions du colloque, l'intérêt étant surtout de croiser les regards et les points de vue. En effet, notre ambition est de proposer un ouvrage synthétique et pluridisciplinaire qui fasse un point théorique, méthodologique et empirique sur la question des « représentations des territoires » en sciences humaines et sociales. Il s'agit d'hybrider les réflexions sur les objets d'étude, d'améliorer les concepts qui sont au cœur des sciences territoriales. Pour autant, le lecteur s'en rendra rapidement compte, la part belle est laissée aux géographes qui sont numériquement les mieux représentés au sein du CIST et dont les communications étaient

les plus nombreuses lors du colloque. Notre objectif est de faire le point sur les grandes avancées qui ont été présentées à ce colloque et d'identifier les enjeux, scientifiques, politiques, sociaux qu'implique l'acte de représenter les territoires, mais aussi de faire le point sur les approches tant théoriques que méthodologiques qui restent à consolider et sur les questions que soulève le domaine des représentations territoriales.

Les représentations territoriales sont analysées dans cet ouvrage de plusieurs manières. Premièrement, en explorant les images ou discours produits sur un territoire à un moment donné. Deuxièmement, en analysant leur processus d'élaboration, qu'elles soient produites par des acteurs ou qu'elles prennent forme grâce aux connaissances et à l'expérience des individus. Enfin, la manière dont elles sont reçues, appropriées, et dont elles évoluent, leur rôle dans la construction territoriale, que ce soit par les projets qu'elles servent à mettre en œuvre ou par les pratiques qu'elles engendrent, sont également analysés. La production de la représentation des territoires est elle-même au cœur d'interactions, à la fois techniques, politiques et sociales. Les chapitres proposés donnent ainsi une large part à l'analyse des interactions entre productions et usages des représentations territoriales. Les termes d'intentionnalité (en tant qu'action volontaire sur les représentations) et de conflit (de représentation) sont évoqués également. S'inscrivant dans cette perspective générale, les différents chapitres mettent en lumière certains des enjeux particuliers liés aux représentations territoriales. Le premier (« Analyser le système des représentations territoriales ») revient sur les enjeux théoriques de l'analyse du système des représentations territoriales et montre à quel point il est difficile de trancher dans le *continuum* des constructions territoriales pour savoir où commencent et où se terminent les représentations et le territoire. Le deuxième (« “Et moi, et moi, et moi !” Individu statistique et individu sensible dans les représentations des territoires ») s'intéresse aux approches théoriques et méthodologiques (recherche-création, cartographie sensible, traitement des données du web, etc.) qui se sont développées récemment au sein des sciences territoriales et permettent d'appréhender des données individuelles, qu'elles soient numériques, sensibles et subjectives et/ou contextuelles. Après avoir envisagé ces différentes méthodes dans leur diversité, ainsi que les théories qui les sous-tendent, il questionne en quoi l'étude, aussi bien qualitative que quantitative de ces données permet d'enrichir la compréhension des représentations territoriales, notamment des représentations collectives. Le troisième (« Le voir pour le croire : images scientifiques et artistiques du territoire ») s'attache quant à lui à analyser le processus de création des images et leurs liens avec la fabrique territoriale, et propose une plongée dans les dispositifs de création des images. Il est structuré par une mise en parallèle des images artistiques et scientifiques, des intentions qu'elles portent et de la réception qui en est faite, ainsi que de leurs influences respectives dans la construction territoriale, examinant les notions de subjectivité et d'objectivité. Il questionne également la multiplication des acteurs dans la production d'image et conséquemment la multiplication des points de vue sur les territoires. Le quatrième (« La

valeur des territoires : une affaire de représentations ») s'interroge sur les qualités intrinsèques des territoires, la manière dont elles sont perçues contribuant à faire émerger et faire évoluer la « valeur » des territoires. Les mécanismes qui créent de la valeur, particulièrement ceux en lien avec les représentations territoriales, sont analysés tandis qu'on étudie la notion de « valeur » appliquée à un territoire. Le cinquième (« Temporalité des représentations et des territoires. Du temps long de la mémoire aux temps courts de la mobilité ») traite de la dimension temporelle de la construction des représentations. La mobilisation du temps long, qui utilise et fabrique des représentations de l'histoire et de la mémoire du territoire, est confrontée au temps court des appartenances contemporaines, où les représentations se constituent sur des logiques polytopiques. Ces deux modalités de formation et de transformation des identités territoriales sont notamment explorées dans un contexte urbain. Enfin, le dernier (« La question de la légalité, de la légitimité et de l'efficacité des cadres territoriaux ») interroge les notions de représentation et de territoire à l'aune du droit et introduit une réflexion sur la légalité et la légitimité des cadres territoriaux. Il articule la notion de représentation avec le triptyque légalité-légitimité-efficacité pour questionner les territoires.